



7 avril 2017 – Communiqué de la Fédération CGT des Services publics

Dans les luttes et dans les urnes, portons l'ambition du progrès social !

Les luttes nombreuses menées dans les collectivités et nos actions à caractère national portent les exigences des personnels en matière d'augmentation de salaires, de résorption de la précarité, de création d'emplois publics, de reconnaissance des qualifications, de droit à la retraite et de prise en compte de la pénibilité, de maîtrise publique des missions, d'abrogation des lois Travail et de réforme territoriale, de défense et de renforcement de nos principes et garanties statutaires, de réduction du temps de travail, de protection sociale, de défense du CNFPT comme outil national de la formation professionnelle,...

C'est pour réaffirmer et défendre ces revendications que la Fédération appelle à participer aux manifestations du 1^{er} mai.

La Fonction publique et son versant territorial font partie des sujets qui sont au cœur du débat électoral actuel, dans un contexte où les enquêtes d'opinion continuent de confirmer le fort attachement de la population aux services publics.

Dans le prolongement de la déclaration confédérale du 24 mars relative à l'élection présidentielle, la Fédération CGT des Services publics estime de sa responsabilité d'interpeller les personnels de la Fonction publique territoriale quant aux enjeux des échéances électorales.

Les missions de la Fonction publique territoriale, la démocratie locale, les droits et garanties des agents, leurs conditions de travail, sont durement attaqués du fait des politiques d'austérité mises en œuvre par la majorité actuelle et la précédente, politiques que nous condamnons. Cette offensive, qui a notamment pris la forme des différentes réformes territoriales, vise à satisfaire la soif inextinguible de profits du patronat et des possédants.

Aujourd'hui trois candidats ont pour point commun la volonté de poursuivre l'offensive contre la Fonction publique territoriale, ses missions, ses emplois, celles et ceux qui la font vivre au quotidien. Tous trois prônent des coupes massives dans l'emploi public territorial et une baisse drastique des moyens budgétaires consacrés au financement de nos missions. Ces candidats partagent également le souhait d'affaiblir les garanties statutaires des agents

publics et le syndicalisme confédéré de lutte et de transformation sociale, c'est-à-dire en priorité le syndicalisme CGT.

Ces trois ennemis de la Fonction publique territoriale se nomment François Fillon, Marine Le Pen et Emmanuel Macron. La Fédération CGT des Services publics l'affirme sans ambiguïté : ce n'est pas du côté de ces trois représentants des intérêts de la finance que les personnels territoriaux trouveront des réponses de progrès à leurs revendications, bien au contraire.

La Fédération alerte sur le caractère xénophobe du projet du Front national, contraire aux principes fondateurs de la Fonction publique et dont la mise en œuvre porterait atteinte au caractère républicain, laïc et démocratique de notre société. La Fédération souligne que les politiques d'austérité et les dégâts sociaux qu'elles produisent constituent un puissant moteur pour l'extrême droite.

Nos exigences revendicatives trouvent un écho parmi les propositions de certains candidats. Les élections présidentielles et législatives peuvent être un point d'appui décisif pour faire aboutir nos revendications et il est important que le monde du travail participe massivement aux élections dès le premier tour pour faire entendre sa voix.

Quelle que soit l'issue des élections, la construction du rapport de force, l'élévation du niveau des luttes, resteront indispensables. Au service des intérêts des travailleurs, des jeunes, des privés d'emploi et des retraités, la CGT continuera de porter haut l'étendard du combat syndical, pour la satisfaction des revendications et la transformation sociale.